

LA CROISÉE DES CHEMINS...

Deux évènements ont, en ce début d'année, marqué la vie sociale du pays. C'est d'abord la prise de position du C.N.P.F. en faveur du libéralisme économique, puis le déroulement de la grève générale à la fin du mois de janvier, et ces deux évènements risquent d'avoir des répercussions sérieuses sur les conditions d'existences des salariés.

Oui, j'entends bien, il existe une forme de raisonnement qui, cérébralement, est de tout repos et qui obtient son succès lorsqu'on le développe devant un cénacle. Cette forme de raisonnement consiste à renvoyer dos à dos toutes manifestations de cet ordre, et proclamer que seule la révolution etc... etc... Le malheur c'est que, précisément, ce ne sont pas les cénacles mais les masses qui peuvent peser dans le rapport des forces et que ces masses sont «*données*», c'est à dire qu'elles existent en dehors des écoles et des chapelles. On peut regretter la psychologie qui les conduit mais ne pas en tenir compte n'est pas très sérieux et de toute manière si l'on désire les mettre en garde contre une évolution politique qui les menace, le coup de «*gueule*» ne suffit pas, et en admettant que ces masses veulent bien écouter, c'est par l'analyse de la situation devant laquelle elles vont se trouver placées que nous établirons le contact avec elles, ce qui permettra alors aux «*durs*» de ne pas moudre du vent dans un désert.

Le patronat français est l'État

Il est de bon ton dans nos milieux de proclamer que l'État et le Patronat ne font qu'un, ou plutôt que l'État est l'exécuteur fidèle des consignes du Patronat. Cela a été vrai sans nuances, c'est toujours vrai avec des nuances. Le développement des services de l'État, les nationalisations, ont fait de ce dernier un patron. La montée de la technocratie à travers la planification a donné à ce dernier un caractère et des intérêts parfois différents de celui du Patronat de l'industrie privée. Et si, au moment de crise, le Patronat privé et l'État font l'unité d'action devant la colère de la classe ouvrière, dans la période qui précède la crise économique, et alors qu'on en est encore au portage des profits, l'État et le Patronat peuvent s'opposer et nous sommes dans un de ces moments-là, la dernière réunion du Patronat français nous l'a bien fait sentir.

La fameuse concentration dont nous a parlé Marx et qui s'est toujours heurtée à l'individualisme du patronat privé est en voie de se réaliser sous la houlette de l'État qui, par sa politique de crédit, d'investissement et par les marchés importants que nécessite son équipement civil et militaire, limite le profit des patrons en faveur de son appareil, ou plutôt exige une partie de ce profit comme salaire pour les bons offices qu'il leur rend en les maintenant et en les protégeant contre les prétentions de la classe ouvrière. Mais la facture est devenue chère et le Patronat a réagi pour sauver ses profits et conserver ses privilèges.

Dans son rapport au C.N.P.F., et entre autre chose, Villiers a réclamé plusieurs mesures qui intéressent à la fois l'État et le monde du travail..

Il a tout d'abord proclamé la légitimité du profit et cela s'adressait à la fois aux ouvriers qui le contestent mais qui n'ont pas la force de le supprimer, et à l'État qui ne le conteste pas mais qui en veut sa part et qui a la force de la prendre. Ensuite, il a proclamé sa volonté de conserver son autorité dans son entreprise, ce qui vise le contrôle ouvrier, la gestion ouvrière, mesure qui ne semble pas d'actualité mais vise plus sûrement l'État qui, par sa législation peut enserrer le Patronat dans un réduit étroit. Enfin, il a revendiqué la liberté d'investissement et il est certain qu'il s'agissait là d'une revendication dirigée d'abord contre l'État.

Le patronat craint, c'est évident, de laisser se forger une étatisation qui le ferait passer sous la coupe de l'État suivant un système inspiré soit du fascisme, soit du communisme, soit plus certainement d'un mélange hybride des deux formes d'économies autoritaires et il entend par avance se défendre contre les manœuvres feutrées qui l'enserrent. Bien sûr en dernier ressort il préfère la forme fasciste, mais l'économie libérale fait bien mieux son affaire et il n'a pas manqué de discerner ce que j'ai déjà signalé dans ce journal

et qui est la convergence des économies américaines et russes, dont l'une se libéralise en surface et dont l'autre se technocratise en profondeur.

La position du Patronat français vient, dans le moment, de transformer la lutte économique en une lutte triangulaire, et les esprits superficiels ne manqueront pas de voir dans ces luttes, et suivant les circonstances du moment, une lutte de l'État et des syndicats contre le Patronat. C'est là une tentation, l'alliance même momentanée, avec l'un ou l'autre de ces adversaires, qui pourrait tenter le monde du travail. Il faut le dire, cette politique du moindre mal sonnerait le glas de ce qui reste valable dans l'organisation ouvrière.

Les syndicats et la grève

La grève du mois organisées par les centrales syndicales a été un échec malgré les cris de victoire de ces mêmes organisations syndicales. Je sais, la grève a eu lieu, mais dans un climat et après de telles concessions des organisations à l'État, qu'elle a perdu toute signification. Il faut chercher les raisons de cet échec.

On a dit que la grève générale qui touchait les services publics était impopulaire. Ce n'est pas la grève que est impopulaire mais sa fréquence et surtout sa gratuité. D'autre part, les petites féodalités qui règnent à la tête des fédérations de chaque centrale, les oppositions de clans, d'organisations, d'industries et, au-dessus de ces rivalités, celles qui opposent le public et le privé, n'avaient pas permis de proposer une revendication commune que aurait mobilisé tous les travailleurs. Enfin, des négociations entre l'État et les organisations syndicales ont fini de déconsidérer ce mouvement. Les concessions faites au public et à l'État en cette occasion ouvrent une voie dangereuse et, si l'on continue dans cette direction, pour ne gêner personne on finira par annoncer simplement une grève sans la faire, l'État considérant après accord avec les syndicats, qu'elle est effective.

Le gouvernement a bien senti le climat et devant l'«*offensive*» ouvrière, il s'est contenté de la politique de la terre brûlée. Il a fait le vide et aujourd'hui les travailleurs ont l'impression d'avoir fait une grève pour rien. Il faut bien le dire et si l'on continue dans cette voie, on va à une catastrophe au bout de laquelle on trouvera d'abord la suppression du droit de grève et ensuite la suppression de l'organisation syndicale. Il faut le dire, actuellement les travailleurs ne sont plus en état de mener un mouvement important et ils ne croient plus à ces luttes fractionnelles dominées par les rivalités entre les centrales. Si le mouvement ouvrier veut sortir de l'impasse où l'a poussé sa légèreté, il lui faut d'abord se réformer de l'intérieur car seule une organisation renouvelée pourrait de nouveau entraîner la classe ouvrière au combat.

Les syndicats à l'heure du choix

L'appareil syndical est lourd et malhabile à épouser les contours de l'action sociale moderne. Au fur et à mesure que le nombre de syndiqués diminuait, la politique de présence dans les organismes de l'État obligeait l'organisation à détacher ses cadres pour des travaux d'administration ou de gestion sans rapport direct avec les intérêts immédiats des travailleurs. Comités, commissions, représentations de toutes sortes et de tous genres «*pompaient*» les militants, les éloignaient du syndiqué de base, et le travail à l'usine, au chantier, au bureau était négligé au profit de fonctions qui consistaient «*à donner des conseils*» suivi ou pas, à l'administration générale d'œuvre qui incombaient à l'État. Ils n'est rien de plus urgent que de récupérer ces militants (ceux du moins qui le voudrons bien) pour les jeter dans la bataille essentielle du moment, qui consiste à refaire une classe ouvrière.

En proclamant la légitimité du profit, le Patronat a prêté le flanc. Ils faut dénoncer les accords de circonstance et envisager une politique syndicale qui, comme ait comme base la suppression du profit, le contrôle ouvrier, la gestion ouvrière. Il faut arrêter les luttes sans signification pour les travailleurs.

La grève reste l'arme par excellence du combat ouvrier, mais elle n'est possible que si trois conditions sont remplies.

La première c'est que cette grève se déroule dans l'unité, et pas seulement dans l'unité d'action des syndicats, mais avec des mots d'ordre qui reçoivent l'adhésion de l'ensemble des ouvriers.

Or, il n'est qu'une revendication pour faire l'unité la plus large: c'est la revendication des salaires orientés contre la hiérarchie. Et les dirigeants syndicaux le savent bien, mais empêtrés par leurs techniciens qui se sont introduits à tous les échelons de l'appareil, tremblant devant ces hommes qui «savent», ils se refusent

à poser le problème de la hiérarchie qui est le seul qui puisse sensibiliser les masses.

La troisième condition, c'est que cette grève soit générale et illimitée.

La croisée des chemins

Les évènements du début de l'année ont précisé les menaces suspendues sur la tête des syndicats. Suppression du droit de grève, intégration, et en dernier ressort suppression du droit syndical. Soyons certain qu'en cas d'aggravation de la situation économique du pays nous verrons se ressouder l'alliance du Patronat et de l'État, et alors l'organisation syndicale divisée, sans ressort, ayant perdu la confiance des travailleurs ne pèsera pas lourd dans la balance.

Et pourtant, nous avons besoin de l'organisation syndicale, nous autres les militants révolutionnaires, non pas qu'elle puisse redevenir une organisation révolutionnaire, mais parce qu'elle est en période insurrectionnelle irremplaçable comme organe de transmission à tous les échelons du mot d'ordre de grève générale, parce qu'elle est une plate-forme de départ, mais surtout parce que, en période révolutionnaire, elle reste le seul rouage de liaison qui permette d'orientation de la production et la distribution.

Je sais que dans les cénacles on sème du vent et que de ce vent doit sortir des structures astiquées avec passion, mais l'organisation syndicale c'est quelque chose qui existe et les révolutionnaires qui ne se font pas de cinéma ne peuvent pas se contenter de mots. Nous sommes pour la gestion ouvrière, nous sommes pour l'abolition du salariat, nous sommes pour la suppression de l'État. Tout cela est contenu dans la *Charte d'Amiens* et l'organisation syndicale a à son programme la *Charte d'Amiens*. Les hommes qui sont dans les syndicats négligent la *Charte d'Amiens*! C'est parbleu vrai et c'est regrettable. Mais les autres, ceux que vous touchent en dehors des syndicats, ils sont, eux, pour la *Charte d'Amiens*, la gestion ouvrière, l'abolition du salariat? Soyons sérieux.

Le mouvement syndical est à la croisée des chemins. Seule une transformation de sa base revendicative et l'allègement des fonctions de ses cadres peut lui permettre de redresser son orientation et de recréer une classe ouvrière. Le syndicalisme révolutionnaire, le syndicalisme libertaire, l'anarcho-syndicalisme, doivent redoubler d'efforts pour empêcher que ne sombre une grande espérance de libération sociale construite par nos anciens, et qui est le seul cadre où puisse s'inscrire une révolution sociale.

Maurice JOYEUX.
